

# Le pouvoir aux travailleurs

22 FÉVRIER 2004

N° 104

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

SOMMAIRE	PAGES
<b><u>EDITORIAL:</u></b>	
- NON AUX ATTAQUES CONTRE LES SALAIRES DES LA FONCTION PUBLIQUE .....	2
- LA VISITE D'UN COMMIS A PARIS .....	3
- LE RÈGNE DE L'IMPUNITÉ .....	4
- BÂTIMENT : LA MOBILISATION DES TRAVAILLEURS DE ROSIERS CONTINUE .....	5
- FILTISAC : TERREUR APRES LA GRÈVE .....	6
- CASSE TÊTE POUR UN SIMPLE EXTRAIT DE NAISSANCE .....	6
- LES CHANTIERS DE GBAGBO .....	7
- GEO-FIBRE : DES CONDITIONS DE TRAVAIL INHUMAINES .....	7 - 8
- ABOBO SAGBE: LE CALVAIRE DE LA POPULATION .....	8 - 9
- TÉMOIGNAGE SUR LA VIE DES OUVRIERS AGRICOLES DANS LES PLANTATIONS DE COCO A GRAND LAHOU .....	9 - 11
- 80 <sup>ème</sup> ANNIVERSAIRE DE LA MORT DE LÉNINE .....	12 - 14

LES ÉLÉMENTS

DE LA

PROFANE

Le pouvoir

XIII

Le pouvoir

(The title of the work is not clearly legible)

N°	Description
1	- LES CHAÎNES DE GÉNÉRALISATION
2	- CASÉ TÊTE POUR UN SIMPLE ÉLÉMENT DE RESSORT
3	- TITRE TITREUR APRÈS LA CLASSE
4	- DES TRAVAILLEURS DE HÔPITALS OÙ IL Y A
5	- BÂTIMENT - LA MOBILISATION
6	- LE RÉGENT DE L'IMPÉRATRICE
7	- LA VENTE D'UN COMBÉ A PARIS
8	- MONTRE LES SALAIRES DES A-FUNCTIONNAIRES
9	- LES CHAÎNES DE GÉNÉRALISATION
10	- ABCO SPOES LE GÉNÉRAL DE LA POPULATION
11	- TÉMOIGNAGE SUR LA VIE DES CHAÎNES DE GÉNÉRALISATION
12	- 2000 ANS VERSAIRE DE LA MORT DE LAINE

**NON AUX ATTAQUES  
CONTRE LES SALAIRES DES LA FONCTION PUBLIQUE**

Le ministre de l'économie et des finances a annoncé qu'il comptait effectuer un prélèvement de 1% sur des salaires de fonctionnaires. Cette mesure toucherait les salaires se situant au-dessus de la barre de 100. 000 Fr mensuel. La raison évoquée par ce monsieur pour faire passer cet impôt nouveau qui ne dit pas son nom est la "reconstruction du pays". En s'en prenant aujourd'hui à une moitié des fonctionnaires le ministre cherche sans doute à désamorcer à l'avance un éventuel mouvement de mécontentement de l'ensemble des salariés de l'Etat. Il mise sur le fait que ceux qui touchent moins que cette somme se sentent épargnés par cette attaque et ne se mobilisent pas aux côtés de leurs camarades. Si par malheur son sale coup réussit pour cette fois, si la division s'instaure dans les rangs des agents de l'Etat, rien ne garantit que demain d'autres attaques bien plus féroces ne frapperont pas les petits fonctionnaires. Et puis il y a les catégories intermédiaires tels que les assimilés avec ou sans contrats, il y a ceux qui dépendent des régions, ceux qui sont liés aux villes, les agents des transports et bien d'autres catégories de travailleurs liés à des degrés divers à la fonction publique.

La menace ne manquera pas de peser sur tous. Ils ne sont ni des nantis ni des privilégiés comme voudrait le faire croire le ministre. Mais si ce ministre est à la recherche de fonds pour soi-disant faire face au délabrement consécutif à la guerre, il peut trouver l'argent là où il existe. Les grandes sociétés capitalistes qui ont la haute main sur les richesses produites dans ce pays n'en manquent sûrement pas dans leurs coffres-forts. Il y en a même quelques-unes qui ont profité de la situation de conflit pour s'enrichir encore plus en dégraissant les effectifs et en aggravant les conditions de travail des salariés restants. Et puis Bohoun Bouabré et ses collègues du gouvernement palpent tous des salaires élevés. La presse avait levé un coin de voile il y a peu d'années lorsque ces messieurs s'étaient octroyé pour eux-mêmes des augmentations scandaleuses avec l'approbation de Gbagbo qui du même coup en avait profité pour augmenter le sien. Et il n'y a pas que le salaire officiel. Il y a aussi de multiples avantages en nature sous forme de logement de luxe, de voitures, de chauffeurs et employés de maison, de frais de mission, etc... Les ministres et les hauts fonctionnaires ont des liens avec le monde des affaires. C'est eux qui accordent les contrats de construction à telle entreprise plutôt qu'à telle autre et qui se remplissent les poches au passage selon les journaux liés aux partis rivaux.

Il faut souhaiter qu'à l'opposé, les victimes des sales coups du gouvernement fassent preuve eux aussi et à leur manière d'une solidarité active dans la protestation.

## LA VISITE D'UN COMMIS A PARIS

Au début de ce mois de février Gbagbo a effectué une visite officielle à Paris où il a été reçu avec tous les honneurs par Chirac, Villepin, les représentants du grand patronat comme par ses amis du Parti socialiste. Il a déclaré qu'à la fin de ce séjour il "*repart en homme heureux et comblé*".

Il a peut-être de quoi s'estimer "*heureux*" si l'on en juge par l'obtention par Paris de l'engagement de plus de 6000 soldats de l'ONU aux côtés des 4000 soldats français de l'opération Licorne en Côte d'Ivoire. Ajoutés aux militaires français déjà basés en Côte d'Ivoire et aux soldats de la force de la CEDAO le nombre de soldats envoyés pour venir en soutien au régime de Gbagbo dépasse de loin les 10 000.

Bien entendu, il s'agit officiellement de "*force d'interposition*" entre les armées des forces rebelles et gouvernementales. Mais personne n'est dupe. Il s'agit bel et bien de venir au secours d'un régime pour mettre fin à cette rébellion qui depuis septembre 2002 a de fait conduit à la partition du pays en deux ou trois morceaux. Gbagbo a bien besoin de cette aide massive car il est de notoriété publique que son armée dite "*loyaliste*" est plus préoccupée à rançonner et à maltraiter les petites gens qu'à en découdre avec les forces rebelles même si la plupart des hauts gradés n'hésitent pas à fanfaronner devant la presse et les caméras. De plus Gbagbo sait que ce n'est pas tout de remporter la bataille uniquement sur le plan militaire. Encore faut-il après une telle "*victoire*" occuper réellement le terrain et asseoir durablement l'autorité de l'Etat, récolter les impôts, assurer la sécurité des transports et donner un gage de stabilité aux banquiers, et aux trusts impérialistes.

Avec ce nouvel apport de force militaire qui sera sur places dans les

semaines qui viennent, Gbagbo peut enfin espérer gouverner sur l'ensemble du territoire ivoirien. Mais cela n'effacera pas de la tête des habitants du Nord du pays tout le venin de la xénophobie et du tribalisme que ses partisans ont semé dans tout le pays pour contrer la montée politique de son rival du RDR Ouattara. Les "*escadrons de la mort*" qui avaient sévi en toute impunité à Abidjan, et les centaines de jeunes qui avaient été fusillés par les gendarmes et militaires à la solde de Gbagbo pour le seul motif que leurs noms avaient une consonance nordique ou burkinabé ne s'effaceront pas de si tôt de la mémoire collective.

Mais il faut se dire que Gbagbo n'est pas le seul "*heureux*" dans cette affaire. Lors de cette visite le patronat français a lui aussi obtenu sa part du gâteau. Ainsi, le groupe Bolloré, déjà fortement implanté en Côte d'Ivoire, notamment dans le transport ferroviaire, s'est vu confier la gestion et l'exploitation pour une durée de 15 ans d'un important terminal à conteneurs du Port autonome d'Abidjan. Le groupe Bouygues a reçu l'assurance de récupérer la construction du troisième pont d'Abidjan promis aux Chinois après avoir été attribué dans un premier temps au même Bouygues. La SAUR (groupe Bouygues) devrait conserver l'an prochain, la concession qu'elle a dans la CIE (Électricité) et la Société des Eaux de Côte d'Ivoire. Quant à Aréva elle espère obtenir une prolongation de la durée de validité de son droit d'exploiter les mines d'or d'Ity dont l'exploitation avait cessé plusieurs mois après des pillages.

L'impérialisme français est le premier partenaire économique de la Côte d'Ivoire. Et le voyage de Gbagbo se situe dans la droite ligne de ses prédécesseurs. Il est venu rendre visite à ceux qui dirigent vraiment ce pays par de là les équipes qui se succèdent à la tête de l'Etat ivoirien.

## LE RÈGNE DE L'IMPUNITÉ

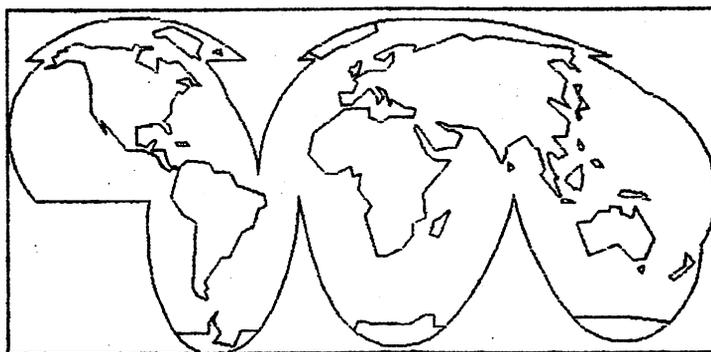
Le 16 février dernier, Cocody a vécu sous la furie des éléments de la FESCI (Fédération Estudiantine et Scolaire de Côte d'Ivoire). Ceux-ci ont brûlé des voitures, endommagées plusieurs d'entre elles. Et tout ça parce que 3 de leurs camarades, qui s'étaient rendus coupables de *"violation de domicile, coups et blessures volontaires et extorsion de fonds"*, ont été condamnés à 4 mois de prison. Pourtant, ces jeunes ont été aussitôt libérés, sur intervention de hauts dignitaires du FPI. Une situation qui montre justement l'impunité dont jouit ce syndicat proche du pouvoir.

Depuis quelques années, surtout avec l'arrivée de Gbagbo au pouvoir, la Fesci est devenue une vraie mafia. Non seulement, elle contrôle la majorité des chambres en cité universitaire, qu'elle

loue et chasse les locataires à leur guise. Des fois, l'étudiant locataire paie caution et mois d'avance pour s'entendre dire qu'il n'aura aucune chambre et qu'il peut aller se plaindre où il veut. Ce sont des bastonnades, sévices corporels contre les étudiants qui osent s'opposer à leur volonté.

Des brutes qui n'hésitent pas à user de la violence contre quiconque veut les défier. A leur congrès ce sont les machettes qui parlent, parce que la bande qui a le contrôle de la Fesci est assurée de bénéficier de prébendes et autres avantages du côté des autorités politiques. Les exemples ne manquent pas, depuis Ahipeaud Marcial, Soro Guillaume, Blé Goudé et consort. Tant qu'elle roulera pour le pouvoir l'impunité dont jouissent les dirigeants de la Fesci a encore des beaux jours devant elle.

### TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



### UNISSONS-NOUS !

# L E U R S O C I E T E

## BÂTIMENT : LA MOBILISATION DES TRAVAILLEURS DE ROSIERS CONTINUE

Le 5 février dernier, les ex-travailleurs de Rosiers se sont donnés rendez-vous une nouvelle fois au tribunal. Cette fois-ci c'était au tribunal de première instance où le juge devait en principe donner le verdict du procès qui les oppose à leur direction. Le 8 janvier, déjà, ils s'étaient retrouvés au tribunal de travail où ils ont manifesté. Ce premier jugement n'étant qu'une conciliation entre les deux parties, la direction a, par la voix de son avocat, tenu les mêmes propos qu'elle a toujours tenus depuis le début de cette affaire. Elle ne veut en aucun cas trouver une solution négociée avec des travailleurs qu'elle considère comme des tâcherons et non des travailleurs employés à la tâche, ni des journaliers. Leur avocat a donc demandé au juge de transférer l'affaire au grand tribunal pour que la direction puisse apporter les preuves de ses dires. C'est ainsi que le procès fut rejeté au 5 février 2004.

C'est donc en réponse à cette attitude de la direction que, les travailleurs se sont mobilisés pour démontrer qu'une entreprise qui emploie 500 travailleurs ne peut pas avoir en même temps 500 tâcherons!

Ce jeudi 5 février, plus d'une centaine de travailleurs se sont infiltrés dans la cour du palais de justice. Une fois à l'intérieur, ils ont déployé banderole et pancartes, surprenant ainsi les agents de l'ordre.

La manifestation commença timidement mais à l'arrivée de l'avocat des travailleurs, un brouhaha monta au ciel, les travailleurs l'acclamant: "Maître! Maître!" Par la suite, les travailleurs ont comme à l'accoutumée, scandé des propos montrant leur ras-le-bol et

dénoncé les mauvais traitements qu'ils ont subis.

La manifestation s'est déroulée pendant une demi-heure avant l'ouverture du procès qui était fixée à 14 heures 30.

Ainsi, les travailleurs ont non seulement fait la démonstration qu'ils sont déterminés, mais en plus ils ont attiré l'attention de l'administration judiciaire. Pendant les quelques trentaines de minutes, les employés sont sortis de leur bureau, les juges et avocats sont venus aux nouvelles. Une femme s'est écriée même dans la foule: "*vous êtes formidables. Vous avez raison de manifester et dénoncer tout ce qu'ils nous font*".

C'est une fois l'heure du procès arrivée, qu'ils ont rangé banderole et pancartes pour prendre d'assaut la salle d'audience. Là encore, la surprise fut de taille pour le juge. Il a vu tout d'un coup la salle se faire envahir. La salle fut à l'occasion très exiguë. Étonné, le juge se renseigna d'où venait tout ce monde. Il sera très vite informé que ce sont les mêmes qui manifestaient dehors qui sont là encore.

A la sortie de l'audience, les assesseurs de justice ont approché les travailleurs pour en savoir plus sur le bien fondé de leur manifestation. Evidemment ils en ont profité pour leur dire de surseoir aux manifestations et de "*faire confiance à la justice*".

Les travailleurs en colère leur ont répondu qu'ils font confiance à la justice, mais encore plus à leur mobilisation.

Un nouveau rendez-vous est pris pour le 11 mars. Les travailleurs ont promis de faire mieux que les fois précédentes.

# L E U R S O C I E T E

## FILTISAC : TERREUR APRES LA GRÈVE

Après la grève de deux semaines qui a paralysé les 3 unités de Filtisac fin décembre et début janvier 2004, les patrons font régner la terreur à l'usine.

En effet, cette boîte qui était habituée à des grèves qui ne duraient pas plus de deux jours, s'est vue paralysée pendant 15 jours. Pendant ces deux semaines, les travailleurs ont déserté l'usine pour réclamer un certain nombre de revendications dont la principale était le "bonus" (les 1/10 du bénéfice annuel de l'entreprise).

La profondeur, la détermination et la durée de cette grève furent considérées par la direction comme un affront qu'il fallait laver. Elle a usé d'abord de tous les moyens pour faire reprendre le travail. Et une fois la reprise effectuée, les sanctions ont commencé à pleuvoir. Elle a licencié

dès les premiers jours de la reprise, les 14 membres du "comité de crise". Depuis ce jour, c'est la chasse aux sorcières. Il y a aujourd'hui plus d'une soixantaine de travailleurs qui ont rejoint les 14 premiers. La direction en profite pour se débarrasser des travailleurs qui auparavant n'acceptaient pas les brimades et qui leur tenaient tête ou souvent malades.

Ceux qui ont pour le moment "la chance" de garder le travail sont constamment stressés. Ils vivent et travaillent avec la peur au ventre. Il est interdit de se parler à l'usine. Il y a même des travailleurs qui, par le simple fait d'entendre leur nom être prononcé par un chef craignent pour leur place. Dans cette situation, la direction en profite pour augmenter la production.

## CASSE TÊTE POUR UN SIMPLE EXTRAIT DE NAISSANCE

Pour avoir son extrait de naissance en vue de passer un examen, la famille d'une élève a eu tous les problèmes. Ce document nécessite normalement un simple timbre de 500 Fr et se délivre à la mairie. Mais, ici, c'est une vraie galère qu'a vécue cette famille.

Les va-et-viens à la mairie d'Abobo ne se comptent plus, avec le coût du transport à chaque fois. Après lui avoir fait faire des aller et retours à n'en plus finir, la mairie lui dit que le "registre" où figurait le nom de la petite

était "perdu". Tout ça, pour extorquer de l'argent aux gens, sous prétexte qu'il faut maintenant entreprendre de nouvelles démarches, cette fois-ci, auprès de la justice. Au final, pour avoir son extrait de naissance, la famille s'est retrouvée avec 20 000 Fr de frais, en plus du coût du transport.

C'est dire que les hommes changent peut-être à la tête de l'Etat, et au gouvernement, dans les mairies ou ailleurs, mais les pratiques restent les mêmes.

# L E U R S O C I E T E

## LES CHANTIERS DE GBAGBO

Le chef de l'Etat a posé la première pierre pour la construction de la maison des députés à Yamoussoukro. C'est un vaste projet de construction qui débute ainsi et qui coûtera des dizaines de milliards de nos francs.

On peut se demander comment un tel projet peut être lancé tout juste au lendemain d'une guerre qu'on dit qu'elle a ruiné le pays. Mais nos dirigeants ne sont pas à une contradiction près. Pour ce genre de projet pharaonique de prestige, ils trouveront toujours les moyens. Bédié et Houphouët avant lui ont eux aussi leurs chantiers (basilique et "douze travaux de l'éléphant d'Afrique" entre autres). Des réalisations

tape à l'oeil et des gouffres à sous, voilà ce qu'est ce genre de projet. Mais cela ne les gêne point, s'ils peuvent ainsi glaner quelques voix auprès d'un certain type d'électorat pour se maintenir au pouvoir et surtout enrichir leurs amis en leur cédant des contrats juteux.

C'est donc clair que quand ces gens nous disent qu'il faut cotiser pour la reconstruction du pays, ils se moquent de nous. Car l'argent il y en a bel et bien. Ils font simplement comme tous les patrons: profiter de la situation difficile que vit la population du fait de la guerre pour grignoter sur leur salaire déjà très bas.

## GEO-FIBRE : DES CONDITIONS DE TRAVAIL INHUMAINES

Dans la plupart des usines de ce pays, les ouvriers travaillent dans des conditions inimaginables. C'est par exemple le cas des ouvriers de "GEO-FIBRE" situé dans la Zone Industrielle de Yopougon.

Cette entreprise fabrique des cordes, de l'engrais et d'autres produits à partir de la bourre et des fibres tirées du coco. Elle a aussi une deuxième activité qui est un atelier de production des manches de pelles de pioches etc, fabriqués avec du bois. Tout ce travail se fait avec des machines archaïques, avec des conditions dignes du siècle dernier. A l'intérieur de "l'usine" l'air est irrespirable, à cause de la poussière qui

s'y dégage provenant des fibres de coco et du bois scié. Pour s'en protéger, les travailleurs se débrouillent à l'aide d'un bout de chiffon entourant le nez ou de la mousse à l'intérieur du nez. Ces protections sont non seulement inopérantes mais aussi inadaptées tellement la poudre est fine et pénètre partout. Est-ce qu'une boîte de lait à la fin de la journée y changerait à quelque chose? Toujours est-il que ces ouvriers n'y ont pas droit.

Le travail se fait à la pièce. Un ouvrier est obligé de trimer pendant plus de 10 heures pour pouvoir toucher des sommes allant de 2500 à 3000f. Et c'est rare qu'un ouvrier travaille d'affiliée.

## LE U\_R S O C I E T E

4 à 5 jours durant, tellement les conditions sont dures. Après tous les deux ou trois jours, les ouvriers sont obligés de prendre un repos forcé, pour ne pas y laisser la peau.

Pour éviter toute révolte, le patron, fait régner une terreur au sein de l'entreprise. Par exemple, un travailleur qui a fini sa tâche, n'a pas le droit d'attendre sa paye à l'intérieur de

l'usine. Le gardien est chargé de le chasser hors de l'enceinte de l'usine, en attendant l'heure de la paye.

Et le pire, c'est qu'avec de telles conditions de travail, le patron estime que les travailleurs sont paresseux et trouve-là l'explication de leurs absences répétées. Alors, il exige d'eux de plus en plus de rendement, comme s'il s'agissait des bêtes de somme.

---

## LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

---



---

### ABOBO SAGBE: LE CALVAIRE DE LA POPULATION

---

Ce sous-quartier d'Abobo appelé communément "*Abobo derrière les rails*" est un quartier complètement enclavé. Les habitants souffrent de tous les maux. Pendant les saisons de pluie, les routes et ruelles conduisant au quartier "*Bocabo*" sont impraticables. Les seuls moyens de transport sont de vieux "*gbakas*" tout à fait pourris, bons à mettre à la casse. Dans ces engins de mort sans assurance, non seulement vous vous faites déchirer vos habits à tout moment à la montée comme à la descente mais en plus de cela, en cas de pluie vous êtes tout trempé, faute de vitres. Mais là encore c'est la moins grave des choses. Où il y a danger et souffrance pour la population c'est quand il y a un cas de maladie! En effet, le quartier a un centre de "*santé communautaire*". Mais quand vous êtes malade ou, quand vous accompagnez un malade ou une femme en train

d'accoucher, en cas d'évacuation, vous êtes confrontés au problème de transport. Pas de "*woro-woro*", pas de taxis compteur, alors que le centre de santé est situé à plus de 500 mètres de la gare des "*gbakas*". Alors, vous êtes condamné à aller chercher un taxi dans le centre d'Abobo qui est à plus d'un kilomètre ou bien trimbaler votre malade jusqu'à la gare des "*gbakas*". Chacun peut imaginer tout ce que le malade ou la femme enceinte endure dans ces conditions.

Autre problème, pendant les saisons sèches, c'est la Sodeci (société de distribution d'eau) qui coupe l'eau des quartiers pauvres pour mieux alimenter les quartiers riches. Ainsi, les pompes sont quelques fois à sec pendant des jours, obligeant ainsi les femmes de condition modeste à parcourir des kilomètres avec une bassine sur la tête et un enfant au dos.

---

## LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

---

Ces derniers temps, c'est au tour de la CIE (compagnie d'électricité) de plonger chaque soir, le quartier dans le noir. De temps en temps des poteaux électriques prennent feu, créant un réel danger pour la population. Des familles se trouvant sous ces poteaux ou aux environs, sont obligées de vider les lieux en attendant l'arrivée des techniciens de la CIE pour normaliser la ligne. Ainsi on assiste à des scènes tristes dans les ruelles où des femmes, des enfants et

des vieilles personnes sont en débandades avec leurs bagages pris à la sauvette dans les maisons. Ces scènes durent souvent deux heures voire plus avant que les techniciens ne viennent remettre de l'ordre dans les circuits.

Tout cela, parce que c'est un quartier où ne vivent que des travailleurs et tous les laissés-pour-compte de cette société capitaliste.

---

### TÉMOIGNAGE SUR LA VIE DES OUVRIERS AGRICOLES DANS LES PLANTATIONS DE COCO A GRAND LAHOU

---

Avant d'être privatisées par l'équipe Bédié, les plantations de coco situées à Grand Lahou, de l'autre côté de la lagune, étaient essentiellement propriétés d'Etat. Lors de sa privatisation, ce sont 5.000 hectares qui sont passés entre les mains de Bédié, lui-même, caché derrière un homme de paille, un certain Bakou, qui a racheté ces plantations pour une poignée de francs, avant de les revendre à d'autres capitalistes privés libanais.

Dans ces plantations industrielles, les conditions d'existence des ouvriers agricoles et de leurs familles sont très difficiles et ne cessent de se dégrader.

#### "Les villages":

Un peu plus de mille familles ouvrières sont réparties dans trois "villages" distants de 7 et 24 kilomètres. Ce sont des campements le plus souvent construits en dur par l'Etat

quand il était encore propriétaire des lieux. Depuis lors, aucun travail de rénovation ou d'entretien n'a été réalisé par les capitalistes qui ont racheté ces plantations. Les baraquements sont construits par blocs de 4 ou 5 pièces. Aujourd'hui, les blocs construits en bois (constituant environ 20% du total) sont, pour le moins qu'on puisse dire, en mauvais état, pourris par le temps. Quant aux tôles de ces baraquements, elles sont tout simplement rouillées, laissant passer l'eau comme dans une passoire. Les villages sont donc aujourd'hui dans un état très vétuste. L'électricité provient des groupes électrogènes qui fournissent le courant durant cinq heures par jour. Quant à l'eau, elle est fournie par un forage. Les toilettes et les latrines sont collectives. Les journaliers ont droit, gratuitement, à un "entré-couché". Les ouvriers salariés ont droit aussi à une entrée-couché, cette fois-ci, moyennant un loyer de

---

## LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

---

1000 Fr par mois. Les "encadreur", eux, ont droit à une chambre avec salon.

Les trois villages réunis bénéficient d'une école primaire publique unique située dans un des villages. Les instituteurs sont donc payés par l'Etat. Les élèves sont transportés à l'école par les remorques tirées par les tracteurs agricoles. Ces élèves n'arrivent pas toujours à l'école à l'heure, lorsqu'ils arrivent. De même que le soir, ils ne savent pas à quelle heure ils pourront regagner leur village, puisque les tracteurs sont aussi occupés à transporter les ouvriers à l'intérieur des plantations et aussi à acheminer la production de coco à la base, pour leur transformation en coprah ou au centre de chargement, pour leur évacuation vers Jacqueville ou Abidjan.

Ces villages où vivent donc des centaines de familles ne bénéficient d'aucune structure hospitalière, même pas un simple dispensaire. Un accident de travail, un accouchement, une morsure de serpent, etc, devient aussitôt dramatique. Le seul dispensaire qui existe se situe à la base, où sont logés les employés et les cadres. Mais dans ce dispensaire, il n'y a même pas le strict minimum, encore moins un médecin. Il y a bien un infirmier mais ne disposant ni de matériel, ni des médicaments nécessaires. Si un cas grave se présente la nuit, c'est la mort, puisque le bac qu'il faut emprunter pour sortir de la plantation ne circule pas la nuit et se trouve garé de l'autre côté. Il vous faut donc emprunter une pirogue. Mais une fois de l'autre côté de la rive, le problème n'est toujours pas résolu, puisque l'hôpital se trouve dans la ville

de Grand Lahou situé à une vingtaine de kilomètres. Or, la nuit, il n'y a aucun moyen pour acheminer le malade jusqu'à l'hôpital.

### La situation des ouvriers :

Les ouvriers salariés ne sont pas nombreux. Peut-être une vingtaine. La très grande majorité des ouvrières et des ouvriers sont des journaliers payés à la tâche.

Il y a d'abord le "récolteur" de noix avec sa perche un homme normalement constitué ne peut pas porter, tellement elle est lourde. Il y a ensuite les "ramasseurs" qui sont le plus souvent des enfants. Dans un premier temps, les noix sont disposées en petit tas. Ensuite, intervient le "déboureur" avec son trépied au-dessus duquel est fixée une méchante pointe capable de fendre le ventre, le bras ou la main de l'ouvrier qui travaille avec cet outil pour décoller le "bourre" qui entoure la coque du coco. Les accidents graves sont réguliers, vu le rendement exigé.

Une fois les noix dégagées de leur bourre, elles sont chargées en vrac dans la remorque d'un tracteur agricole, par les "ramasseurs", pour être acheminées à la base. Une fois là, les bonnes noix sont chargées dans des bennes pour être ensuite acheminées par la lagune jusqu'à Jacqueville ou bien elles sont chargées en vrac dans des camions de 30 tonnes et prennent la même direction. Quant aux "mauvaises noix", notamment celles qui sont cassées, elles prennent le chemin des fours archaïques pour être fumées pendant 72 heures et transformées ainsi en coprah en vu

---

## LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

---

d'être ensuite pressées à l'usine, située à Abidjan. L'huile de coco ainsi obtenue sera utilisée essentiellement par les savonniers et les usines cosmétiques.

Une équipe constituée d'un "récolteur", d'un "ramasseur" et d'un "déboureur" perçoivent la somme totale de 3.405 francs pour milles noix. Sauf quelques anciens qui arrivent à fournir 1.000 noix par jour, la moyenne se situe entre 450 à 700 noix par équipe. Chacun prend la part qui lui revient, en fonction de la difficulté de la tâche. Le "ramasseur", par exemple, ne gagne que 200 francs pour 1000 noix ramassées et chargées sur le tracteur. Pour gagner plus, il est donc obligé de travailler pour le compte de plusieurs équipes à la fois. A ce rythme, les ouvriers ne peuvent pas travailler tous les jours. Sans compter qu'il y a les maladies et aussi des pluies torrentielles qui empêchent souvent toute activité.

D'autres ouvriers travaillent aussi autour des fours. Ici, une fois les noix séchées au bout de 72 heures, après

plusieurs manipulations manuelles pour tourner et retourner les noix, les "sécheurs" perçoivent 2.700 Fr par tonne de coprah. Or, il faut travailler 7.000 noix pour produire environ une tonne de coprah. Ensuite, interviennent les ouvrières pour "décoquer" les amandes. Le travail consiste à séparer la coque de l'"amande" à l'aide d'une "cuillère" et les conditionner ensuite dans des sacs de 40 kilos avant de les transporter dans la zone de stockage. Les "décoqueuses" perçoivent la somme de 2.550 Fr par tonne de coprah réceptionné à l'usine. Enfin, il y a les "chargeurs" qui chargent les camions, à raison de 950 Fr la tonne.

Les conditions de travail n'étant déjà pas faciles, les ouvriers doivent en plus de leur activité rémunératrice, se débrouiller pour trouver de quoi manger dans ces endroits coupés du monde où il n'y a que des cocotiers. Donc, chacun se débrouille pour planter du manioc, quand il le peut. Mais les terres en friches à cet endroit-là, sont rares.

---

## 80<sup>ème</sup> ANNIVERSAIRE DE LA MORT DE LÉNINE

Lénine est mort le 21 janvier 1924. Il est entré dans l'histoire comme le dirigeant de la révolution russe de 1917.

Il a milité inlassablement pour que les travailleurs détruisent l'Etat de la bourgeoisie; pour qu'ils instaurent et exercent leur propre pouvoir. Toute sa vie fut consacrée à la révolution prolétarienne mondiale car pour le marxiste qu'il était, les travailleurs n'ont pas de patrie.

### Le mouvement révolutionnaire russe à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle.

La Russie de cette époque était un pays pauvre à majorité paysanne, dirigé par un monarque féodal appelé Tsar.

La jeunesse de Lénine fut marquée par l'exemple des populistes qui cherchaient à ébranler le Tsar par la lutte terroriste. Le frère aîné de Lénine faisait partie de ce mouvement de contestation et fut arrêté puis pendu en 1887.

Cependant le capitalisme a fini par se développer en Russie et engendrer le prolétariat dans quelques grandes villes.

### Le mouvement marxiste au tournant du siècle

C'est Plékhanov qui a introduit le marxisme en Russie. Des cercles Sociaux-démocrates (c'est ainsi qu'on appelait les marxistes) se créaient de façon éphémère et sans coordination entre eux. Ces cercles étaient animés par des intellectuels courageux souvent issus du mouvement populiste. Ils rassemblaient aussi quelques ouvriers. Le tsarisme n'autorisait aucune contestation et n'hésitait pas à décapiter et éparpiller ces embryons

d'organisation. Lénine choisit de militer dans cette mouvance, en direction des ouvriers. Il fut déporté en Sibérie en 1891. Libéré en février 1900 il est contraint à l'émigration où il a rejoint le groupe de Plékanov, "*l'Emancipation du travail*". Martov, Véra Zassoulitch, Axelrod et quelques autres intellectuels faisaient partie de ce groupe.

### Le Parti Social-démocrate

C'est ce groupe qui de l'émigration avec l'arrivée de Lénine a lancé le journal "*l'Iskra*" (l'étincelle). Mais l'Iskra est bien plus qu'un journal. C'est l'outil qui permettra l'unification des groupes et cercles sociaux-démocrates dispersés dans toute la Russie. Dans le N°1 du journal Lénine écrit: "*L'objectif immédiat du parti ouvrier doit être le renversement de l'autocratie et la conquête de la liberté politique*".

Le journal est ouvert aux opinions divergentes des différents collaborateurs.

### Les origines du parti Bolchevik

A partir de la rédaction de l'Iskra, un vaste réseau de correspondants couvrait tous les centres industriels de Russie. La compagne de Lénine, Kroupskaïa assurait le secrétariat du journal. Elle se chargeait également d'établir des liens avec la Russie. L'Iskra, la Zaria (organe théorique) et d'autres brochures des sociaux-démocrates, étaient acheminés en Russie et reproduits dans des imprimeries illégales par des militants.

Ainsi se créait un réseau de militants qui au fur et à mesure vont constituer l'ossature du parti.

### Le II<sup>ème</sup> Congrès.

Lénine et Martov n'étaient pas d'accord sur les statuts. D'un commun accord ils ont fait campagne pour la convocation d'un congrès du parti (Le 1<sup>er</sup> congrès tenu en 1898 avait proclamé le Parti, mais ce parti restait à construire). Ce 2<sup>ème</sup> congrès aura lieu en juillet août 1903 à Bruxelles puis à Londres. Deux tendances vont naître à ce moment là. L'une autour de Lénine, la tendance bolchevique (majorité); l'autre autour de Martov, la tendance menchevik (minorité). Lénine et ses partisans considéraient que seuls pouvaient être acceptés comme membre du parti, des militants disciplinés. Ils devaient être sélectionnés selon une certaine unité de vue et soudés entre eux par des liens de confiance. Ils devaient aussi accepter un travail illégal, sous le contrôle de la direction.

Martov optait pour une organisation plus large soucieuse de ne pas perdre contact avec les intellectuels et par-là même avec l'opinion publique petite bourgeoisie.

### Entre deux révolutions

La révolution de 1905 favorisa une poussée unitaire. A nouveau les deux fractions se sont rapprochées. Mais l'échec, puis la répression ont fait que les divergences se sont à nouveau répercutées à l'intérieur du Parti. Les mencheviks (dont Plékhanov) pensaient que pour vaincre le tsarisme il ne fallait pas effrayer la bourgeoisie libérale. Lénine considérait que *"la prise du pouvoir par le prolétariat menant derrière lui la paysannerie reste toujours la tâche de la Social-démocratie en Russie"*. Mais c'est à partir de 1912 que les bolcheviks vont se constituer définitivement en parti indépendant des autres fractions. Au cours de ces nombreuses années les bolcheviks avaient réussi à tisser des liens étroits avec les travailleurs les plus conscients.

### La révolution de 1917

Pendant la première guerre mondiale (1914 -1918) la plupart des dirigeants des partis socialistes d'Europe ont sombré dans le chauvinisme. Pour Lénine la seule voie porteuse d'espoir d'émancipation pour les travailleurs était de transformer la guerre impérialiste en guerre civile. Chacun des partis ouvriers devait d'abord se préoccuper de régler leur compte aux fauteurs de guerre de leurs pays respectifs.

En février 1917 les ouvriers de la ville de Petrograd en Russie s'engageaient dans cette voie. En quelques jours le régime tsariste fut balayé. Des soviets (sortes de conseils apparus pour la première fois lors de la révolution de 1905) d'ouvriers et de soldats renaissaient et contrôlaient toute la vie du pays. Dans le même temps un gouvernement provisoire dirigé par Kérénski, manoeuvrait pour sauver la mise à la grande bourgeoisie. Tous les partis politiques y compris les mencheviks soutenaient ce gouvernement. Dès son retour en Russie en avril 1917 Lénine expliqua qu'il fallait combattre les illusions des travailleurs à l'égard de la démocratie bourgeoise. Lénine était persuadé que les problèmes les plus cruciaux ne trouveraient une solution que si les soviets exerçaient tout le pouvoir. D'autres révolutionnaires talentueux et tout particulièrement Trotsky se retrouvaient en plein accord avec Lénine dès avril 1917.

Pour autant rien ne s'est accompli facilement entre avril et octobre 1917. Car le cours des événements provoquera des crises et des défections momentanées y compris dans les rangs des bolcheviks. Mais Lénine sut s'appuyer sur le potentiel révolutionnaire de la classe ouvrière, sur les éléments les plus conscients dans le parti et dans

les soviets. La révolution prolétarienne d'octobre 1917 fut conduite victorieusement.

### L'Etat ouvrier

La classe ouvrière exerça le pouvoir dans un pays arriéré et ruiné par la guerre impérialiste. Avec le soutien des grandes puissances capitalistes, les classes sociales privilégiées menaient une guerre civile impitoyable contre le jeune Etat ouvrier. Les travailleurs n'ont véritablement exercé le pouvoir au travers des soviets qu'ils contrôlaient que durant quelques mois. Pour Lénine il fallait tenir et préserver au mieux les acquis en attendant d'être secourus par les victoires ouvrières dans les pays les plus avancés. L'ensemble de la population était plongée dans un état d'épuisement extrême. En avril 1921 suite à une mauvaise récolte, une période de grande famine a désintégré le prolétariat. Il y avait dans le pays 3 millions d'ouvriers en 1919 et seulement un peu plus d'un million en 1921.

### L'Internationale communiste

Pour Lénine et les bolcheviks la révolution qui avait éclaté en Russie n'était que le début de la Révolution mondiale. Il n'était pas question pour eux de bâtir le socialisme dans les limites des frontières de ce pays. Des millions de prolétaires soulevés par la vague révolutionnaire d'après guerre regardaient vers la jeune Russie des soviets. C'est ainsi que du 2 au 6 mars 1919 le 1<sup>er</sup> congrès de l'International Communiste a réussi à se tenir en Russie. Il s'agissait de construire le parti mondial de la révolution socialiste, un instrument destiné à coordonner et à unifier le combat des différents partis communistes là où ils existaient et d'en construire là où il n'en existait pas encore. En quelques années l'IC sous la direction de Lénine avait accumulé un ensemble d'enseignements qui ont

gardé aujourd'hui toute leur actualité. L'internationale a été enterrée par Staline, mais son programme reste vivant.

### La dégénérescence de l'URSS

Le poids de l'arriération économique sociale et culturelle de ce pays ravagé par la guerre et la famine, resté isolé malgré tous ses efforts, a fini par engendrer des déformations profondes. Au sein de l'appareil d'Etat ouvrier soviétique sont apparus les germes d'une dégénérescence. Les fonctionnaires qui administraient le pays ont pris de l'autorité face à la classe ouvrière. Cette couche bureaucratique privilégiée a fini par se substituer aux travailleurs épuisés. La bureaucratie reconnut assez vite comme chefs ceux qui comme Staline surent flatter ses aspirations à un répit, à freiner l'idéal d'extension révolutionnaire. L'emprise de cette couche sociale parasitaire fut assez forte pour qu'après la mort de Lénine, Staline finisse par s'imposer. L'étiquette communiste ou socialiste était maintenue mais les idéaux égalitaires et les principes démocratiques dont cette appellation était porteuse, étaient foulés aux pieds.

### L'idéal communiste n'est pas mort

Le mouvement communiste est faible aujourd'hui, mais il peut renaître. L'idéal communiste existait avant l'Union soviétique et il continuera à exister ne serait-ce que dans le coeur des hommes. Le prolétariat est plus que jamais capable de faire triompher cet idéal car il existe aujourd'hui partout dans le monde. Les militants communistes trouveront dans l'héritage de Marx, Engels, Lénine et Trotsky de quoi s'éduquer pour renverser le capitalisme et instaurer un nouvel ordre économique et social conforme aux intérêts de toute l'humanité.

## CE QUE NOUS VOULONS

### Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

*les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :*

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.